

Table ronde “Comment être artisans de paix 12 juillet 2025

Animée par Claire Lesegretain, rédactrice en chef de la revue Vie Chrétienne, avec Cécile Dubernet, Anna Colin-Lebedev, Bernard Philippe, « frère Paul » et Pierre Pauma.

Claire Lesegretain, **CL** : *on m’a demandé d’être la personne qui anime cette table ronde puisque je suis la rédactrice en chef de la revue Vie Chrétienne.*

Comme vous vous en doutez, cette table ronde est préparée depuis un certain temps et, évidemment, la situation politique et la situation internationale ont beaucoup évoluées ces dernières semaines, ces derniers mois. Depuis que nous avons commencé à échanger par mails avec Bernard Philippe, « frère Pau » et Cécile Dubernet, il y a trois mois, les choses ont pas mal changé. Et, ce qui était prioritaire il y a encore un mois et demi, à savoir le conflit en Ukraine (russo-ukrainien) est passé un peu au deuxième plan depuis la guerre des 12 jours, comme Donald Trump l’appelle, guerre qu’Israël a menée contre l’Iran entre le 13 juin et le 25 juin.

Le thème de cette 1^{ère} table ronde est

“Quels sont les obstacles à la paix et les chemins pour la faire avancer.”

Nous allons essayer de répondre à ces deux questions avec chacun de nos invités.

Pour info, *Pour des questions de sensibilité politique que vous pouvez comprendre, certains intervenants sont anonymisés dans cette transcription.*

Je vous présente nos invités :

- Anna Colin-Lebedev, **ACL**, est sociologue et politologue, spécialiste de la vie en Russie et des sociétés post-soviétiques. Elle est d’origine russe, comme son nom l’indique, et n’a pas pu être là aujourd’hui étant retenue à Paris. Je l’ai interviewée il y a à peu près deux mois et nous la verrons en vidéo.

- Frère Paul, **FPA**, religieux, vit à Jérusalem. Vous êtes juriste spécialisé en droit international public, et délégué permanent de votre ordre religieux auprès de l’ONU à Genève pendant plusieurs années. Vous avez été en responsabilité auprès de la Commission des Episcopats de l’Union Européenne, qui rassemble les épiscopats de tous les pays membres de l’Union Européenne. Vous connaissez bien Mossoul, en Irak, pour y avoir vécu, et avoir participé à la reconstruction de la ville dans le cadre du programme de l’UNESCO. Depuis plusieurs années vous vivez au Proche-Orient.

- Bernard Philippe, **BP**, vous avez 75 ans et êtes un ancien fonctionnaire européen, spécialiste du Proche-Orient et des relations israélo-palestiniennes. Vous avez notamment travaillé au secrétariat du comité de liaison mis en place après les accords d’Oslo, en 1993, au sein de la Banque mondiale. Vous avez joué un rôle actif dans la constitution des institutions palestiniennes et, par la suite, votre travail s’est étendu à d’autres pays du bassin méditerranéen, marqués, eux aussi, par la violence, la répression, voire la guerre, le Liban, la Syrie, la Tunisie, la Libye, l’Irak. Vous avez également travaillé sur le conflit géorgien, la direction orientale, sud Caucase et Asie centrale, de la Commission européenne à Bruxelles. Ces diverses missions ne vous ont jamais détourné de Jérusalem ni du conflit israélo-palestinien. De 2012 à 2015, vous avez d’ailleurs rejoint la délégation de l’Union européenne à Jérusalem, à un moment où déjà le mot “paix” avait disparu du vocabulaire diplomatique. En 2010, vous avez publié *“Le prix de la paix, Israël-Palestine, un enjeu européen”*, suivi en 2017 de *“Europe et Israël, deux destins inaccomplis”*, un dialogue croisé entre un rabbin et un diplomate. Vous achevez actuellement un ouvrage consacré à Jérusalem en

partenariat avec le Centre français de recherche de Jérusalem qui dépend du CNRS (Centre national de la recherche scientifique) et cet ouvrage est intitulé *“Jérusalem, l’utopie nécessaire”*. Ce livre part de la question suivante, le chemin de la paix ne devrait-il pas commencer à Jérusalem ? Question qu’on aura l’occasion de vous poser, tout à l’heure.

- Cécile Dubernet, **CD**, vous êtes enseignante chercheuse en relations internationales à l’Institut catholique de Paris, où vous dirigez le diplôme universitaire, DU, “Intervention civile de paix”. Vous êtes membre du bureau de “Justice et paix, France” et du comité de pilotage de l’Institut pour la paix. Vous publiez régulièrement sur les questions de protection des civils et de stratégie non violente dans les zones de conflit. Vous avez contribué au dernier hors-série de la revue Christus qui est en vente ici, qui s’intitule *“Aux sources de la paix”*.

- **Piet**, derrière moi, a 33 ans, et votre nom complet est Pierre Poma. Vous vous êtes lancé très jeune dans le dessin de presse sur l’actualité politique et les relations franco-allemandes, deux sujets qui vous passionnent. Vous êtes diplômé de l’Institut d’études politiques de Strasbourg et avez choisi comme sujet de mémoire de fin d’année, *“La manière dont les dessinateurs de presse français et allemands ont traité la crise économique en Grèce”*, en 2017. Vous êtes membre du réseau de dessinateurs Cartooning for Peace, cofondé par Plantu, qui œuvre pour la liberté d’expression et les droits fondamentaux. Vous dessinez principalement pour France 24, Le Monde, le magazine de l’Université de Strasbourg et Vertige Média. Au cours de cette table ronde, vous pourrez à tout moment présenter et commenter vos dessins lorsque vous le souhaitez.

CL, je vais commencer par une première question pour situer un peu le contexte, le décor, comme on dit. C’est une question immense et on va l’aborder par un tout petit bout, je m’excuse d’avance.

1- Pourriez-vous, frère Paul, nous rappeler le contexte général des conflits actuels, en commençant par ceux du Moyen-Orient ? Normalement, une carte va s’afficher, une carte du monde avec les lieux des conflits.

FPA

À moins de vouloir y passer l’ensemble du congrès, je pense qu’on ne va pas pouvoir faire une liste exhaustive. On va peut-être partir de deux points qu’on trouve dans tous les conflits.

- Le premier point, c’est une dimension démographique, un conflit est toujours entre des personnes et, pour nous, chrétiens, des hommes, des femmes, créés à l’image de Dieu. Mais d’une manière générale, on est des êtres humains et il n’y a pas de conflit sans êtres humains. Il y a une dimension démographique avec des mouvements de population, des acquisitions de population, des expulsions de population. On a aussi une dimension territoriale avec les ressources naturelles, notamment et les conflits de ces dernières décennies étaient très liés à ça. On peut avoir eu l’espace vital, comme ça s’est passé entre l’Allemagne et ses voisins ou d’autres.

- Et puis, plus récemment, on a une nouvelle dimension dans les conflits, c’est le numérique qui est un peu comme la naissance de l’imprimerie. C’est vraiment un changement de civilisation et ça implique aussi des changements dans nos façons de faire ou de vivre la guerre. Il faut se souvenir que la Terre est ronde et aujourd’hui, encore plus que jadis. On avait l’impression que les guerres étaient dans des pays chauds, si possible dans les zones tropicales, sèches ou humides, où c’était pénible de faire la guerre, ou aux marges de l’Europe, c’était toujours aux frontières. Aujourd’hui, la guerre est une frontière, mais c’est la nôtre et elle touche nos réalités humaines, Kiev est à 4h de vol, Jérusalem est à 4h30/5h, fonction de la motorisation de l’avion, et ça nous implique. Pourquoi est-ce que ça nous implique ? Parce que ce que nous consommons, notre gaz, par exemple, va venir de ce côté-là. Ce que nous mangeons, les oranges de Jaffa, viennent de l’autre côté.

- Tout ce que nous faisons a une dimension globale et c’est sans doute un changement par rapport aux guerres d’il y a 30, 40 ans. Nous avons deux conflits majeurs, de haute intensité et c’est une nouveauté. Quand j’étais petit, je me disais, nos ancêtres ont connu la guerre, mes deux

grands-pères ont fait la guerre de 14-18, mes parents ont grandi pendant la guerre de 39-45 et mon père a fait la guerre d'Algérie. Moi je me disais, finalement, je risque d'être trop vieux le jour où il y aura la guerre et la subir sans pouvoir la faire.

- Alors vous allez me dire, quel horrible religieux belliciste ! Pourquoi nous, de spiritualité ignatienne, l'avons-nous invité ? Saint Thomas d'Aquin, qui était aussi religieux, nous dit *"la paix est un combat"*. La paix n'est pas la non-guerre et, aujourd'hui, nous voyons que si nous avons une multiplication des conflits, c'est peut-être parce que nous avons désinvesti les mécanismes de règlement pacifique de nos différends. Le règlement pacifique des différends, c'est la mission de l'Organisation des Nations Unies. Quand j'étais en Irak, on nous demandait souvent, mais qu'est-ce que fait l'ONU ? L'ONU, c'est un club d'État, ce sont des États membres, 193 maintenant, qui vont décider de se mettre d'accord sur un objectif commun. Et grâce à la démocratie, les États sont constitués de citoyens. Donc, c'est à vous, à nous, à chacun d'entre nous, de prendre ses responsabilités pour faire des choix de façon à combattre ce bon combat.

- On a parlé de conflits majeurs qui renaissent maintenant, l'Ukraine attaquée par la Russie, le conflit appelé la guerre de 12 jours par un président d'Outre-Atlantique. Nous avons des combats de haute intensité que nous pensions être derrière nous. On a mis de côté le service militaire et les jeunes générations ne sont pas préparées à faire la guerre parce qu'on pensait que ça n'était plus pour nous.

- Aujourd'hui, en Ukraine, on voit qu'un des défis majeurs, et c'est le premier défi dont j'ai parlé, est la dimension humaine car le risque est le manque de combattants. Alors, est-ce que ça veut dire que nous, dans cette salle, nous devons prendre un casque, un fusil et aller nous battre sur le front ? Ce n'est pas certain mais nous avons à combattre ce combat. Nous l'avons vu dans le temps de prière *"Suis-je le gardien de mon frère ?"* Je ne sais pas pour vous, mais je suis persuadé que la réponse est claire et qu'elle est oui. Oui, je suis le gardien de mon frère et je suis définitivement responsable.

- Ces conflits se développent avec une absence de mécanisme de médiation, les Nations Unies sont expulsées du conflit israélo-palestinien, la Russie étant un membre permanent du Conseil de sécurité bloque le Conseil de sécurité des Nations Unies. Il faut trouver d'autres moyens pour bâtir la paix.

2- **CL** Est-ce que vous pourriez nous rappeler aussi, frère Paul, les autres lieux, parce qu'on a parlé des conflits Ukraine-Russie et Israël-Palestine, mais il y a bien d'autres lieux de conflits dont on n'en parle moins alors qu'ils sont très importants.

FPA

- Effectivement, c'est un peu comme pendant les Jeux olympiques. Vous savez, pendant les Jeux olympiques, il faut regarder les pages internationales et pas la page sport, parce que c'est le moment où tous les gens qui ont des comptes à régler vont s'y atteler. Le projecteur étant braqué sur nous, comme vous voyez, il est dans nos yeux et on ne vous voit pas. On voit un peu le premier rang, mais on ne voit pas ce qui se passe derrière...

- Aujourd'hui, nous avons beaucoup de conflits en Afrique, notamment, en Amérique latine, liés au trafic de stupéfiants, à la production de stupéfiants ou à d'autres questions souvent liées aux ressources naturelles. Vous avez la mer de Chine, avec une menace très importante sur Taïwan, et puis la Chine qui essaye de prendre possession de l'ensemble de la mer de Chine, c'est-à-dire jusqu'aux frontières du Vietnam, d'Indonésie, des Philippines, etc... Vous avez aussi des conflits qui sont potentiellement extrêmement dangereux entre l'Inde et le Pakistan, l'Inde et la Chine ! À l'intérieur des pays entre des régions qui voudraient prendre leur autonomie et d'autres, par exemple. Et puis le mal aimé, celui dont on ne parle jamais comme continent, c'est l'Afrique. La guerre au Soudan est absolument catastrophique, avec des pertes humaines considérables, mais nous faisons comme si ça ne nous concernait pas. En Centrafrique, la guerre n'est toujours pas terminée, idem au Mozambique, sur la côte du Kenya, qui nous est plus connue pour ses safaris,

le côté plaisant. Vous avez du côté de la Somalie, des régions qui sont complètement déstabilisées.

- Il ne faut pas penser qu'il peut y avoir des solutions, puisque la question était double, obstacle à la paix, le refus du bien commun, le primat des intérêts particuliers et des chemins pour la faire avancer. Il n'y a pas de solution pour une communauté sans solution pour toutes. La terre est ronde et nous sommes ensemble dans le même bateau.

3- **CL** : Bernard, est-ce que vous pourriez un peu nous dire comment ces conflits sont liés les uns aux autres ? En quoi ils sont impliqués ?

BP

- Merci, Claire. J'en profite aussi pour remercier CVX pour son invitation, dire bonjour à tout le monde, et dire que je suis vraiment très heureux de pouvoir échanger cet après-midi. Je le dis avec une immense humilité et une immense tristesse, parce que lorsque nous avons commencé à préparer ces réflexions, la situation internationale était déjà très mauvaise, mais il y a eu une détérioration absolument extraordinaire. Je me rappelle quand j'étais aux Nations Unies et après dans l'Union Européenne, et que nous réfléchissions aux conflits et à leur évolution, nous n'avions jamais pensé au quart du dixième du centième de ce qui se déroule maintenant. Il y a effectivement une véritable désespérance et j'avoue que j'ai un petit peu de mal à venir parler de la paix dans ce contexte !
- Mais je crois qu'en même temps, plus le contexte est détérioré, plus il est besoin de rappeler que la paix est possible et que la violence n'est pas un chemin inéluctable. Ce n'est pas le seul chemin d'évolution de l'humanité. Alors dans ce grand balayage, des conflits que frère Paul a fait, je voudrais, de mon côté, me spécialiser simplement sur une chose, ce qui est déjà énorme, ce sont les ramifications internationales du conflit israélo-palestinien. Autrement dit, je voudrais parler du coût de la non résolution du conflit israélo-palestinien. Je fais le parallèle avec une roue de vélo dont le conflit israélo-palestinien serait le moyeu, comparaison utile en cette période de tour de France...
- J'avais préparé une douzaine d'exemples, mais je vais simplement en prendre quelques-uns pour montrer à quel point ce conflit israélo-palestinien nourrit la violence sur le plan international. C'est une source de violence absolument extraordinaire, mais avec aussi, un aspect très négatif, qui est d'enchaînement de la violence, et en particulier de dérèglement de la violence (la roue de vélo s'enchaîne, s'emballe, en parallèle de l'expression du stratège Klaus Witz qui parle de monter aux extrêmes de la violence, et on est en plein dedans et c'est d'actualité). Il y a aussi un autre intérêt quand on regarde ce conflit, c'est que si on arrivait à y travailler sérieusement et à l'inverser, ce serait une matrice extraordinaire de paix et de réconciliation. Et c'est une des raisons pour lesquelles ce conflit étant matriciel mérite une attention très particulière.
- Je vais énumérer quelques rayons, donc quelques impacts très négatifs des enchaînements du conflit israélo-palestinien. Le premier, évidemment, c'est la propagation des conflits au Moyen-Orient. Ce n'est pas la peine que j'en parle longtemps parce que c'est tellement évident (Gaza, Hezbollah au Liban, Syrie, Yémen, Houthis, Iran). Tout s'est enchaîné dans la mesure où, par exemple, avec l'Iran, un prétexte essentiel est la cristallisation de la violence et de la destruction de l'État juif. C'est vraiment une des thématiques fondamentales de l'Iran comme ça l'était du Hezbollah et du Hamas.
- Un autre exemple, est l'obstacle aux dynamiques régionales de paix. Par exemple, le président Trump avait eu l'idée de ces accords d'Abraham en 2000 et ils ont été signés par un certain nombre de pays, les Émirats arabes unis, le Maroc, le Soudan, etc. Mais le problème de la démarche de Trump, c'était de faire la paix avec le monde arabe en mettant la question palestinienne sous le tapis. Alors évidemment, elle est remontée, et tout est tombé à l'eau. Un autre exemple, est l'alimentation de plein de mouvements extrémistes dans le monde, islamistes notamment, qui utilisent comme justification du terrorisme des narratives de victimisation par

rapport aux alliances qui sont perçues comme excessives, nouées au sujet d'Israël par les États-Unis, les Européens...

- Il y a aussi la problématique du blocage systématique du Conseil de sécurité et le dysfonctionnement total du droit international. En matière de Conseil de sécurité, il y a à peu près une soixantaine de résolutions qui ont été prises pour condamner Israël d'un certain nombre d'abus (prise de terre, utilisation de la violence, recours à la force...). La plupart des résolutions ont été bloquées par les États-Unis. La Russie a fait pareil sur d'autres domaines et, du coup, le concept de sécurité est en permanence bloqué pour ces pays-là, mais aussi pour des questions africaines. Frère Paul parlait de certains pays africains, dans lesquels on a des morts, 6 millions de morts au Congo depuis quelques années, par exemple.
- Du coup, le droit international ce n'est pas la peine d'en parler ! Il est utilisé comme un torchon, que ce soit le droit humanitaire international, que ce soit l'accès à l'alimentation, comme on l'a vu tous les jours dans les journaux et dans plein de discussions... Le droit international n'est plus du tout ce repère qu'il devrait être pour donner une trajectoire de sens dans les rapports entre les nations. Evidemment, la montée de l'antisémitisme est évidemment très problématique et extrêmement condamnable, mais elle est bien aussi nourrie par tous ces conflits et ces dysfonctionnements. On a également une perpétuation et un accroissement de l'islamophobie et du racisme anti-arabe qui ne fait qu'alimenter toutes ces choses-là.
- En conclusion, je voudrais juste dire encore un mot peut-être sur la crise de crédibilité du droit international et des institutions. C'est vraiment quelque chose qui est un dérèglement majeur et qui est vraiment problématique. Sans aller plus loin, pour ne pas devenir trop long, Claire veille au grain, je veux dire que cette roue de la violence avec ce noyau, ce moyeu qu'est le conflit palestinien, s'enchaîne, s'emballe et entraîne tout un tas de règlements. Il faut donc travailler sur ce conflit, pour que tous ces effets d'enchaînement soient apaisés et que l'on puisse construire des trajectoires plus paisibles et plus abaissées.

4- **CL**, merci, Bernard c'est très clair.

Je me tourne vers vous, Cécile. Vous êtes une spécialiste des résolutions des conflits, des tentatives de résolution des conflits, comment comprenez-vous ces engrenages de violence et leurs mécanismes ? Et comment pourrait-on les stopper avant qu'ils s'enclenchent ou, en tout cas, une fois qu'ils sont enclenchés, les stopper ?

CD

- Merci Claire, merci à tous d'être là. C'est bien que j'intervienne juste après Bernard Philippe parce que je vais peut-être nuancer un peu ce qu'il a dit, tout en étant fondamentalement d'accord. Quand j'essaie de comprendre, je me rappelle d'abord deux choses qui sont importantes, d'abord, c'est que les guerres sont les conséquences de choix humains et Frère Paul le disait, *"la guerre, c'est d'abord des humains"*. Je voudrais rajouter que ce sont des conséquences de choix. Je me méfie un peu de tout ce vocabulaire de l'engrenage, de la mécanique, cette métaphore de la machine qui nous donne l'idée que tout est quelque part automatique et qu'on n'y peut rien changer et que, derrière l'idée qu'il n'y a pas le choix, il y a aussi l'idée qu'il n'y a pas de responsabilité. Et ça, c'est très important.

- Je crois qu'il est essentiel de rappeler que les hommes politiques, principalement des hommes, font des choix de violence quand il peut y avoir d'autres choix, et qu'ils doivent donc être tenus à leur responsabilité. Et moi, plus on me dit qu'il n'y a pas le choix, plus je me méfie, parce que je sais, j'ai appris, que cet argument-là est le premier principe de la propagande de guerre et c'est quelque chose qui m'interroge. Il faut se rappeler qu'il y a des choix et que les guerres ne sont malheureusement que la partie comportementale et émergée d'un iceberg fait de souffrances structurelles très fortes et aussi de ressentiments de haine, de méfiance, de racisme, etc. Comprendre et me dire à chaque fois que, clairement, quand je regarde ça de loin, je n'y comprends pas grand-chose !

- Il faut beaucoup d'humilité pour s'approcher de ces conflits. Il faut accepter de prendre le temps, ce qu'on fait rarement, d'aller véritablement écouter sous le radar et écouter les personnes qui vivent les conflits. Ce sont les premières choses que je me dis en faisant attention à penser aux choix qui sont faits et en essayant de les comprendre dans leur profondeur.

- Ceci dit, comment sortir de l'engrenage ? Il y a des chemins qui sont assez connus, qui sont expérimentés, que ce soit en Ukraine actuellement ou en Israël et Palestine. C'est toute la tradition diplomatique internationale de négociation vers une trêve, négociation vers un cessez-le-feu, accord d'échange de prisonniers, d'otages... Et si éventuellement on a un cessez-le-feu qui tient, parce que souvent les cessez-le-feu ne tiennent pas, il faut continuer les négociations jusqu'à, peut-être, un accord de paix. Et si on avait un accord de paix, essayer de le mettre en œuvre. Là, différents types d'acteurs interviennent à chaque étage et chaque étage a différentes temporalités aussi. Ce sont des systèmes en boucle. Il y a un moment que je trouve très important et qu'on n'imagine pas souvent, c'est quand on obtient un début de cessez-le-feu, un début de trêve, il y a un moment où on fait intervenir des opérations de maintien de la paix ou des observateurs internationaux.

- Pour faire le "go-between", aller et retour d'acteurs pour monitorer les lignes de front, permettre aux gens de circuler, permettre à plus d'aides humanitaires de rentrer..., ces intermédiaires sont particulièrement importants. Je voudrais souligner quelque chose, qu'on n'a pas forcément en tête, qui sont les opérations de maintien de la paix de l'ONU et on vient d'entendre à quel point l'ONU est dysfonctionnelle ! Ces opérations de maintien de la paix de l'ONU sont souvent très critiquées, et je pense au Congo en particulier, ce sont des acteurs qui font un travail incroyable et incroyablement dur. Pour vous donner une petite idée, l'argent, l'investissement qu'on met dans ce type d'opérations, c'est bien moins que 10 milliards de dollars par an, en comparaison, les budgets militaires mondiaux compilés, c'est plus de 2400 milliards de dollars par an ! Je voudrais qu'on prenne la mesure de ce que c'est. Le budget au commissariat aux réfugiés est de 10 milliards de dollars par an. Le décalage entre ce qu'on investit dans les armements, et ce qu'on investit pour faire la paix à ces moments cruciaux où il faut tenir les choses est absolument énorme. Pour finir là-dessus, même si on arrive à ces étapes, et chaque étape est différente, il y a des étapes qui durent des semaines et des mois, mais si on arrive à quelque chose comme un accord de paix, on est sûr d'enclencher sur des années et des années de reconstruction. Et là, il faut tenir dans la durée et c'est une grande difficulté. Et puis, si l'on parle de véritables réparations, de véritables réconciliations...

- Vous voyez, dans mon iceberg, il y a tous les ressentiments aussi. Si on parle de ça, on est sur des générations, c'est un travail qui est absolument énorme. Il faut regarder à la fois la partie de négociation diplomatique, nos diplomates essayent de faire ce travail très difficile, mais il va aussi falloir aller chercher beaucoup plus profondément les ressources et l'écoute des gens. **Et la question que vous m'avez posée, Claire, c'est désarmer.** Et moi, je reviens avec une autre question pour finir, **avant de désarmer, il faut déjà ne pas armer et ne pas nourrir la bête.**

- Je crois que notre pays, la France, a beaucoup de questions à se poser, puisque c'est un des principaux exportateurs d'armes du monde, armes qu'on retrouve au Soudan, au Yémen, en Israël, Palestine !!! Il y a donc des enjeux importants dans la façon dont on approche le conflit à ses différents étages.

5- **CL**, on va revenir sur ça un petit peu plus tard. Je reviens vers vous, frère Paul. Cécile, vous disiez que le rôle de la diplomatie est essentiel. On a l'impression aujourd'hui que l'Europe se cherche toujours une place sur le plan diplomatique, qu'elle essaye de garder une place sur le plan diplomatique. D'après vous, d'après ce que vous connaissez, est-ce que vous avez l'impression que l'Europe a encore des atouts sur le plan diplomatique ? Est-ce qu'elle peut encore faire jouer cette capacité à être "go-between" entre des pays en guerre, pour reprendre l'expression de Cécile ?

- Dans un pays démocratique, ce n'est pas l'armée qui gouverne, en général. C'est le monde civil qui élit des dirigeants qui vont devoir travailler au bien commun et c'est le cas de l'Union Européenne où nous votons. Malheureusement, bien souvent, on vote contre, ou on vote pour donner une leçon au gouvernement en place et non pour élire des gens compétents au Parlement qui valideront les choix des commissaires... et on se plaint ! Donc est-ce que l'Europe peut faire quelque chose ? L'Europe c'est d'abord un continent et je me tourne vers nous/vous, pouvons-nous faire quelque chose ? Puisque l'Europe n'est personne d'autre que nous car c'est nous qui votons, vous, moi, chacun d'entre nous. L'Europe peut-elle faire quelque chose et le veut-elle ? Que veut-elle faire ?

- Quand on veut travailler à la paix, comme l'a dit Bernard, l'Europe a déjà cet avantage d'avoir été construite après la guerre et c'est d'abord un processus de paix qui a construit l'Europe. Si nous voulons ne pas recommencer une fois, 2 fois, 3 fois, 10 fois à nous attaquer entre les 2 côtés du Rhin pour prendre la sidérurgie, le charbon, l'acier, nous avons commencé par faire une communauté du charbon et de l'acier puis nous avons essayé de gérer, en commun, ce qui nous a divisés. Comme exemple, imaginez qu'il y ait un gâteau dans la vitrine, va-t-on s'arranger avec son frère pour se le partager ou est-ce que l'on va se battre jusqu'à savoir qui est le plus fort et qui va manger l'intégralité du gâteau quand il y en a pour deux ? Voilà un peu la question, les ressources sont limitées. L'Union européenne est bâtie là-dessus et elle a l'expérience, un savoir-faire mais en revanche, encore un certain nombre de défis (et là, je passe la balle à mon successeur).

- Un premier défi, est que veut-elle faire ? Quand on a commencé l'Union, il y avait moins d'une demi-douzaine de clampins, peu d'États et pas mal de langues communes. Puis l'Union a grandi, grandi et on n'a plus eu de langue commune mais des langues qui nécessitent un traducteur et plus de vocabulaire commun. Vous ne vivez pas la guerre de la même façon selon que vous avez passé la guerre en Europe de l'Ouest, en Europe du Sud ou en Europe centrale et orientale. Nous avons une responsabilité de faire connaissance avec les nouveaux venus. C'est comme dans une famille, quand votre fille vous amène un petit copain, si vous pensez que c'est un peu sérieux, vous allez vous poser des questions et poser des questions sur sa famille, d'où il vient, etc. Peut-être que vous allez utiliser un mot qu'il va comprendre d'une certaine façon et vous d'une autre... Nous avons donc à bâtir un vocabulaire commun. Et ça, l'Europe, l'Union européenne ou le Conseil de l'Europe, qui est à quelques centaines de mètres d'ici, ont cette expérience et sont bâtis pour ça.

- Un deuxième défi, c'est de savoir si nous avons un référentiel commun. Tu as parlé du délitement et aussi du droit. On a un délitement du droit international, c'est-à-dire le droit, le règlement intérieur entre les États. Comment est-ce qu'on se comporte d'un État vis-à-vis d'un autre État ? On a aussi le délitement du droit international humanitaire. Comment est-ce qu'on considère un être humain ? Vous voyez, quand vous avez le bilan d'une frappe aérienne qui a touché plusieurs communautés et qu'on ne mentionne que les pertes d'une seule communauté, on a un vrai problème. Si vous allez à Genève, vous avez le bâtiment de ce qu'on appelait la Société des Nations, l'ancêtre des Nations unies et dans la salle du Conseil, il y a une citation des écritures gravée dans le marbre *"Hommes et femmes, il les créa. À son image, il les créa"*. Et ça, c'est quelque chose pour laquelle nous devons nous battre.

- Une des difficultés de l'Europe, c'est d'avoir ce référentiel commun. Est-ce que les politiques européennes sont centrées sur la personne humaine, famille, communauté ? Ou est-ce que ce sont des principes, des principes idéologiques qu'on essaye de mettre en œuvre ? On peut poser la question à l'Union et se la poser personnellement. Est-ce qu'on a des principes, des valeurs ? Va-t-on chercher en quoi l'autre est créé à l'image de Dieu ? Le principal défi de l'Union, c'est d'accepter que les relations internationales soient basées sur le rapport de force et rien d'autre ! Il ne suffit donc pas d'aller voir ses amis, il faut aussi parler avec ses adversaires en les reconnaissant pour tels. Vous avez beau être mon adversaire au scrabble, nous pouvons avoir un intérêt commun et partager la voiture pour rentrer. Il faut chercher des intérêts communs. **Et ça, il**

y a cette habitude, cette pratique du consensus. Mais l'Union européenne doit certainement faire des progrès sur son maniement du rapport de force.

6- **CL**, Cécile, je vous redonne la parole, parce que j'aimerais bien que vous puissiez approfondir cette question. Quand un gouvernement, et on voit bien que la France essaie de le faire en ce moment, un pays, veut aider à mettre fin à un conflit, en tout cas à négocier des accords de paix, comment doit-il s'y prendre ? Comment peut-il être artisan de paix ? Quels sont les moteurs, les conditions à mettre en place pour que ça marche ?

CD

- Les États en fait sont dans des positions très différentes par rapport à chaque conflit et ils sont affectés différemment par tel ou tel conflit. On peut être soit voisin du conflit, donc on est très affecté, soit beaucoup plus loin sur un autre continent ou être partie prenante, stratégique, militaire. Ça c'est une première variante qui va donner une position différente selon les pays. Un deuxième élément est qu'on a plus ou moins d'influence en relation internationale selon sa taille, selon ses moyens diplomatiques aussi. Cette tradition diplomatique, dépend de là où l'on est placé sur la scène internationale.

- J'aimais bien ce que disait Frère Paul sur le rapport de force et je crois que c'est quelque chose de très important, mais il y a aussi le rapport d'influence, toutes les dynamiques de l'influence, le rapport de force, et je pense qu'on est d'accord là-dessus, ce n'est pas forcément le rapport de violence. La force est quelque chose qui est bien plus complexe que juste le maniement de la violence. Pour revenir sur les pays qui peuvent faire quelque chose, on a remarqué, ces dernières années, que des petits états ou des états de taille moyenne peuvent développer une capacité à être en médiation, une capacité à être intermédiaire, on connaît le Saint-Siège, qui a acté dans de nombreuses négociations, mais aussi la Norvège, la Finlande. Aujourd'hui, on entend parler du rôle du Qatar, avec toutes les questions que cela pose également.

- Il y a des expertises, des bons offices qui existent, et ça, c'est important. Je crois qu'il est important de reconnaître que quand on est impliqué dans un conflit, qu'on est allié stratégique, militaire etc., on ne peut pas être médiateur en même temps. On a essayé différentes combinaisons de ça, que ce soit pour l'Ukraine ou que ce soit sur Israël-Palestine, et c'est extrêmement difficile. Pour nous en Occident, nous sommes très impliqués, mais je crois qu'il faut reconnaître que, peut-être, nous avons besoin de l'aide de pays d'autres continents !

- Cela ne veut pas dire qu'on ne peut rien faire, on a un devoir de peser de tout notre poids sur les agresseurs, de dire la vérité sur des conflits, de nous engager dans un travail avec nos partenaires pour baisser les niveaux de violence, autant que possible. Mais ce qu'on pourrait véritablement faire, ce qui est important, et là je rebondis sur ce qui a déjà été dit, c'est soutenir le droit international qui est en grande difficulté, revenir sur l'ONU qui, même s'il a été dysfonctionnel et ce n'est pas récent, est le seul cadre multilatéral peut-être assez résilient pour nous permettre de traverser des crises et de limiter les revanches et les escalades, c'est-à-dire revenir au droit de dire le droit. Et ce qui est particulièrement problématique en ce moment, en Europe et, de façon générale, dans nos pays.

- L'Occident, plus généralement, a largement mobilisé la communauté ONUsiène pour dénoncer l'agression russe en Ukraine sur la base du droit international, sur la base des violations du droit international humanitaire aussi, et c'était une bonne chose. La Russie a quand même été mise au banc de la communauté internationale à plein de niveaux. Mais depuis la reprise des combats en 2023 en Israël-Palestine, l'Europe se tait. L'Europe ne dit rien sur les dérives que l'on voit, que ce soit en Cisjordanie et, bien sûr, sur l'horreur de Gaza. Je ne dirai pas les mots que j'ai envie de dire, mais véritablement, notre silence nous rend totalement incohérents aux yeux du reste de la communauté internationale. Et c'est ce qu'on nous reproche très souvent à l'Occident, c'est l'hypocrisie et les doubles standards, et cela nous détruit !

- Nous avons besoin de beaucoup d'humilité et, peut-être, de donner la parole à d'autres qui sont mieux placés pour intervenir dans ces conflits.

7- **CL**, merci, Cécile. Bernard, je me retourne vers vous à nouveau. En regardant le modèle européen de réconciliation franco-allemande après la Seconde Guerre, est-ce qu'il serait transposable au Moyen-Orient ? Vous avez travaillé, c'est le thème d'un de vos livres, est-ce qu'on pourrait imaginer qu'un processus de paix s'enclenche au Moyen-Orient à partir de ce qui s'est passé avec succès ici en Europe ?

BP, merci beaucoup pour la question, Claire.

- Je voudrais dire une petite chose qui reviendra dans mon exposé, c'est que l'Europe est effectivement tétanisée par le conflit israélo-palestinien et pour qu'elle sorte de cette tétanie, il faut vraiment qu'elle retrouve sa vocation prophétique et c'est ce que j'aimerais développer. Pour être un peu plus concret, je voudrais faire deux ou trois remarques un peu plus générales avant d'aborder ce problème. Je voudrais juste dire un petit peu, comment personnellement, je suis entré dans ces questions du conflit israélo-palestinien car cela va expliquer un peu le déroulement de ma réflexion, En septembre 1993, il y a eu cette fameuse poignée de main sur le gazon de la Maison-Blanche entre Rabin et Arafat, parrainée par le président Clinton. C'était un moment absolument extraordinaire, parce que toute la communauté internationale pensait qu'enfin, la paix allait arriver entre Israéliens et Palestiniens, et qu'elle allait se généraliser au Proche-Orient, voire au Moyen-Orient. Dans mon cas, c'est qu'après cette poignée de main du 13 septembre, il y a eu, quelques jours après, une réunion ministérielle des principaux ministres des Affaires étrangères qui se disaient *"qu'est-ce qu'on va faire avec ce machin ?"* Il fallait déjà reconstruire Gaza, moins détruit, les institutions palestiniennes. Il y avait besoin de financement important, mais on n'avait pas de mécanisme pour financer. Il fallait construire une police pour Arafat et il y avait tout un ensemble de questions extrêmement compliquées.

- Les principaux ministres des Affaires étrangères, qui se sont réunis quelques jours après la poignée de main, ont sollicité les Nations unies pour coordonner cette activité. Finalement, la Banque mondiale, qui est une institution assez casse-cou, spécialisée dans les questions de reconstruction, a levé la main en disant *"moi, je prends"*. La Banque mondiale a créé deux jours après une structure appelée le comité de liaison dans lequel je suis rentré pour deux ans. Cette équipe était chargée de coordonner le travail des Nations Unies, le travail des bailleurs de fond internationaux, le travail politique et le travail de mobilisation de fonds. Et on passait beaucoup de temps à Washington et à Jérusalem. Je dois dire que j'ai été très impressionné, dans le concret et ça m'a vraiment bouleversé, par ma découverte de la tragédie juive, parce que la plupart des gens avec lesquels je travaillais à l'époque étaient des gens de mon âge, qui n'étaient pas nés en Israël, mais avaient tous des histoires plus compliquées les unes que les autres, le père venant de Russie, la mère du Lituanie... J'ai aussi été bouleversé par l'exil forcé des Palestiniens, 700 Palestiniens ont été chassés du jour au lendemain de leur chez-soi, et je veux dire que cela m'a beaucoup affecté, dans les dialogues.

- Et puis, évidemment, la rencontre de la Terre sainte, et en particulier de Jérusalem, qui est à la fois un nœud, de sainteté et de violence. Du coup, ce sont des choses qui m'ont beaucoup travaillé, avec l'écho de notre propre construction de l'Europe, parce que ça faisait déjà longtemps que j'étais au sein des institutions européennes et j'avais vraiment pris goût à la coopération avec les autres pays, en particulier avec les Allemands, d'autant qu'ici, on est à Strasbourg et que je suis lorrain. Comme d'innombrables familles, ma famille a été terriblement marquée par la violence, un grand-père sur Verdun, un autre sur le front russe comme *"malgré nous"*, comme dans beaucoup de familles... Ce sont des choses qui m'ont beaucoup affecté. Voilà quelques éléments de contexte.

- Je voudrais réagir par rapport à ma présence, en poste à Jérusalem. Je rencontrais assez souvent des collègues de l'université hébraïque de Jérusalem, et comme ils savaient que je

travaillais sur ces questions de la paix, ils ont organisé un groupe de travail dans lequel ils m'ont demandé *“est-ce que l'Europe peut être un modèle ?”* Ce n'est sans doute pas le mot qu'on a utilisé, mais, autrement dit *“est-ce que l'expérience européenne peut être un terreau fécond d'interprétation et de réflexion”* pour ce qui se passe ici, en Israël.

- Cela m'a fait écrire mon bouquin sur l'Europe et la paix, parce que quand j'ai discuté de ces questions, on me renvoyait, systématiquement à la figure et de façon violente, *“vous Européens, vous avez réussi à sortir de la violence parce que vous aviez une matrice religieuse commune, le christianisme”*. J'entendais cette violence du côté israélien comme du côté palestinien.

Premièrement, je répondais que si nous avions eu une matrice religieuse qui nous avait mobilisés, je ne pense pas qu'on se serait tapé dessus pendant plusieurs guerres mondiales. La violence des deux côtés était perçue comme quelque chose d'inéluctable. Deuxièmement, le pardon était perçu comme quelque chose d'absolument impossible. Et, troisièmement, il y a forcément un biais, une efficacité des tiers.

- Il n'y a pas de médiation possible, on est pris dans notre affrontement sur la question de la violence, c'est une fatalité. J'aimerais revenir sur des choses qui doivent absolument nous inspirer et sur lesquelles on doit retravailler, qu'on doit repenser pour que l'Europe joue son rôle prophétique et qu'elle sorte des attermoissements qui ont été énoncés. Par rapport à cette conception systématique que la violence est inéluctable et qu'on entend autant du côté israélien que du côté palestinien, l'Europe est incapable de changer d'horizon. L'Europe apporte ici un démenti cinglant et un heureux précédent, en particulier à partir du charbon et de l'acier. Pour ne pas être long, un tout petit commentaire sur le charbon et l'acier, on dit souvent que l'Europe est une construction économique. Mais concernant le charbon et l'acier, ce qui est quand même intéressant, c'est que c'était le fondement de la guerre. Puis on a inversé cette aversion en inversant les fondements de la guerre en fondation de la paix. Il y a alors eu quelque chose d'absolument prophétique et génial, qui est toujours impossible à expliquer, mais qui s'est fait. Et c'est en fait parce qu'on a su, pour diverses raisons que je ne vais pas développer, se rencontrer au travers des blessures des uns et des autres, et en particulier entre les Français et les Allemands. Ce n'est que dans un conflit, en repassant sur la blessure, pour l'apaiser, pour rapiécer, qu'on peut initier des rencontres, des apaisements et ouvrir une trajectoire de paix. Et donc, cet exemple de la CK, du charbon et de l'acier, c'est surtout un retravail, une rencontre sur les blessures. Je pense que c'est absolument indispensable dans chaque conflit.

- Une deuxième chose qui m'a souvent énervé dans les discussions avec les amis israéliens et palestiniens, c'est de dire que le pardon c'est impossible. Alors là j'aimerais partager quelque chose qui m'a vraiment énormément poursuivi et travaillé, c'est l'apport de Hannah Arendt sur la question du pardon. Comme vous le savez, Hannah Arendt, juive, après avoir écrit ses longs travaux sur le totalitarisme, les totalitarismes européens, était absolument épuisée et elle a commencé à réfléchir sur la fragilité du temps humain, mais avec l'idée que le pardon est tellement essentiel dans le rapport à autrui, est tellement fondamental dans la vie collective, dans la vie publique, qu'on ne peut absolument pas le garder dans sa matrice chrétienne tellement il est précieux. Et ce sont sans doute parmi les pages les plus extraordinaires que j'ai lues dans ma vie, où elle dit qu'il faut mettre le pardon au milieu de la discussion politique. **Il faut faire rencontrer le dialogue politique et le dialogue religieux en raison de cet apport.**

- Je ne vais pas trop prolonger, mais sur cette question, quand elle réfléchit sur la fragilité du temps humain, à partir de tous ces totalitarismes dont l'Europe a été la source, elle se dit que le présent est doublement prisonnier. Il est prisonnier du passé, parce qu'on s'est fait la guerre, on s'est tapé dessus, on s'est injurié, et il est prisonnier de l'avenir parce qu'on ne sait pas où on va. **Là-dessus, Arendt dit que la seule façon d'apaiser le passé, c'est de pardonner. Et la seule façon de construire le futur, c'est de s'engager.** L'engagement et le droit dans le sens romain, donne une direction.

- Je veux aussi dire qu'on est à un des éléments absolument essentiels de tout conflit, c'est de travailler à cette construction, d'apaiser le passé pour donner du futur et que le sens du présent

soit complètement modifié. **On ne peut pas oublier le passé, bien sûr, mais on peut l'inverser, on peut lire le passé autrement car il est passé** (dans le cas de l'Europe, il y a eu les nazis) **mais on peut le relire pour le relier au présent et donner une perspective au futur.**

- Une troisième chose que j'avais dite sur l'inefficacité des tiers, dans le cas d'un conflit, les Américains étaient, disons arbitres, mais maintenant, ils sont devenus complètement partie prenante du conflit. Les Russes s'en foutent, les Chinois, pareil... Une grosse tâche repose sur les Européens mais pour qu'ils redeviennent capables d'aller au-delà et puissent s'unir, il faut qu'ils redécouvrent cette vocation prophétique qu'ils ont portée. En particulier, il faut que les Européens passent d'un rapport mimétique à un rapport d'amis, ce qui veut dire qu'ils ne prennent pas systématiquement tout ce que va dire Israël pour argent comptant, qu'ils ne sur-ajoutent pas des étages dans le raisonnement israélien de protection de sécurité, qui est absolument essentiel bien sûr, sans être capable de prendre le recul. Quand il y a un ami ou un frère, plutôt qu'un obligé, l'ami ou le frère prennent du recul !!!

- Il faut être capable de dire à l'autre un message exigeant, qu'il soit un message de construction et non pas un message de destruction. On retombe alors sur la question *"Qu'as-tu fait de ton frère ?"* Et c'est une vraie question qui se pose aux Européens ! Au lieu de flatter, en particulier, certains membres du conflit israélo-palestinien, il faut sortir de ce rapport mimétique pour construire une relation de fraternité. **"Qu'as-tu fait de ton frère ?" est vraiment la question qui est posée à l'Europe.** J'avais prévu beaucoup de développement mais je m'arrête.

8- **CL**, pourriez vous parler un petit peu de ce que vous écriviez là-dessus, sur le rôle de Jérusalem, car vous écriviez qu'elle peut avoir un rôle essentiel.

BP

Excusez-moi, je n'ai pas de tête, alors il faut que je reprenne 2-3 notes pour pouvoir vous en parler... On parlait tout à l'heure de rôle matriciel du conflit israélo-palestinien. Mais s'il y a bien un lieu qui a une capacité matricielle en termes d'inversion de la violence et qui est un des endroits sans doute les plus violents de la planète, qui peut embraser les plus grands conflits, c'est Jérusalem. Alors comment, si vous voulez, que faire de cette articulation entre violence et sainteté, c'est ça que je voudrais aborder et je vais là aussi donner quelques petites bribes qui risquent d'être extrêmement frustrantes, parce que ce sera partiel. Je ne vais pas faire une démonstration, parce que je n'ai pas le temps, je voudrais juste dire que ça s'inscrit quand même dans mon travail.

- C'est un travail de 3 ans fait avec le CNRS avec l'historien de Jérusalem, Vincent Lemire, dans lequel on montre que s'inscrivant dans un conflit, il peut y avoir une utopie de Jérusalem, et ce sont des choses que disent tout un tas de mouvements du côté israélien et du côté palestinien. Jérusalem est loin d'offrir une utopie, c'est un lieu où convergent toutes les composantes du conflit et, où, Israéliens et Palestiniens se rencontrent quotidiennement par opposition à Gaza et à la Cisjordanie, ils se rencontrent malgré l'occupation et les profondes discriminations subies. Lors de toutes les négociations de paix précédentes, la question de Jérusalem a été reléguée aux dernières étapes des discussions. Dans les accords d'Oslo, on avait mis ça à la fin. **Il est temps, à présent, de faire le contraire et de penser d'abord à Jérusalem.**

- L'imagination politique nécessaire à une ébauche actuelle d'une solution à deux Etats ne se trouve pas autour des tables de négociation, devenues totalement stériles, mais se trouve dans la réalité chaotique de Jérusalem où les questions de souveraineté, d'autorité et de lieu saint se mêlent à la réalité complexe et délicate d'une vie quotidienne binationale quoiqu'inégale. C'est un moment difficile, mais fertile à exploiter. L'idée de tout ce travail sur Jérusalem, c'est qu'on se pose la question ! Jérusalem n'est pas l'épicentre du conflit actuel, puisque c'est Gaza et c'est d'ailleurs assez curieux, parce que le Hamas a appelé la guerre qu'il a menée en octobre 2023, Al-Aqsa, du nom de la grande mosquée de Jérusalem. Donc c'est assez curieux, mais il y a beaucoup de questions et si Frère Paul, qui y habite, pouvait témoigner du dérèglement qui se passe en ce

moment à Jérusalem, mais ce n'est pas tout à fait le cœur du conflit, ça pourrait le devenir mais ça ne l'est pas pour l'instant. **La question qu'on se pose dans ce travail, est que Jérusalem, si déchirée, pourrait-elle devenir le berceau d'un nouveau départ, celui de la paix entre Israéliens et Palestiniens ?** C'est toute la problématique qu'on se pose dans cet ouvrage. Et je voudrais dire deux ou trois choses à ce sujet-là... C'est évidemment une question un petit peu inattendue, parce qu'on s'attend à ce que cela dégénère à Jérusalem, puisqu'en ce moment la violence est devenue beaucoup plus brutale, il y a les interdictions d'aller au mur pour les musulmans, enfin, pardon, à l'esplanade des mosquées, un accroissement des démolitions et partout, un accroissement des expulsions des Palestiniens... **Et si, malgré tout, Jérusalem pouvait quand même devenir un lieu de paix ?**

- Dans cette situation, ce statu quo de Jérusalem n'est pas tenable, mais il faut se rappeler que Jérusalem est le cœur battant trop souvent laissé pour compte dans les négociations formelles, parce que, de façon assez maladroite, les accords d'Oslo ont mis les sujets relativement faciles au début, mais les sujets qui n'intéressaient personne, comme le sujet de sécurité, de la régulation des permis de circulation les questions importantes, comme celle des réfugiés et de Jérusalem, toutes ces choses-là ont été mises à la fin. Et les négociations n'ont jamais cessé de capoter, on n'a quasiment jamais parlé de Jérusalem, mis à part de rares exceptions comme avec le président Clinton.

- En fait, ce qui se passe à Jérusalem n'est pas plus tenable qu'ailleurs, Jérusalem est une déchirure géopolitique, historique et spirituelle, et elle en est donc le cœur battant. Or, c'est bien là, dans la chair même de la ville, que la question de la paix doit être configurée, reconfigurée. Il est important d'opérer une révolution radicale, c'est de ne plus attendre la paix pour régler Jérusalem qu'on avait mis au fond, mais **de partir de Jérusalem pour préparer la paix**, c'est ce qu'on essaie de démontrer dans ce livre. Et ceci s'est fait à partir d'une série de propositions qui abordent Jérusalem, non plus dans sa dimension eschatologique ou mystique, qui est extrêmement conflictuelle, mais **en partant d'une approche locale, municipale et urbaine, fondée sur un concept de droit de cité**. Avec l'idée de tout un ensemble de propositions qui montreraient à quel point on pourrait construire relativement facilement une cité plus apaisée si tous les droits étaient reconnus et pour les uns et pour les autres.

Je donne deux, trois exemples pour illustrer la situation de déséquilibre entre les diverses parties de Jérusalem. Je vais prendre la question du logement et du statut des Palestiniens. Sur la question du logement, il y a en fait 95% des permis de construire des Palestiniens qui sont refusés. Du coup, à l'heure actuelle, les palestiniens construisent sans permis et il y a un tiers des maisons palestiniennes qui sont sous menace de destruction, du fait de l'absence de permis. Cela ne veut pas dire qu'il y aura destruction effective, mais il y a une menace de destruction, ce qui crée évidemment beaucoup d'instabilité pour les familles.

Une autre illustration, est le statut des Palestiniens de Jérusalem, ils ne sont pas citoyens d'Israël, ils ne sont quasiment rien du tout, sont presque apatrides, et ont une espèce de droit de résidence appelé "permanent", mais en fait, ils peuvent assez facilement, pour diverses raisons (s'ils absentent trop du pays...) être chassés du pays et perdre tous leurs avantages. Juste pour dire, désolé d'y aller à la hachette, il y a toute une série de propositions sur la constitution d'une municipalité unique à partir de ce droit de cité qui prévoirait d'allouer des droits identiques aux Palestiniens et aux Israéliens. C'est proposé comme une des démarches importantes sur laquelle les Européens pourraient se focaliser. Ce qui est intéressant, c'est sur la question de Jérusalem, c'est qu'il y a une unité, une unanimité des Européens. Il n'y aurait pas les problèmes traditionnels de différents entre eux puisqu'il y a unanimité !

- On propose, on pousse, et on veut faire de l'action politique dans ce sens-là, pour que la diplomatie européenne prenne en charge cette responsabilité de faire de Jérusalem un point de concentration, non pas dans des débats, comment on va découper, comme on l'a fait pendant les discussions d'Oslo, mais comment en faire un espace viable, fondé sur un droit homogène et identique. Et j'en termine là, vu la dimension extraordinairement forte, mystique, puissante de

Jérusalem, si on arrivait à faire quelques pas en faveur de la paix, ce seraient des pas qui seraient gagnés pour l'ensemble du conflit. Il peut vraiment y avoir l'amorce d'une trajectoire et d'un cheminement. Et en plus, par rapport aux autres conflits globaux consignés, plus il faut travailler ceci, plus c'est nécessaire aussi pour les autres pays, parce que **Jérusalem doit devenir la ville-refuge, dans le sens du deutéronome, on n'a pas le temps d'en parler, mais cette ville-refuge qui, à la fois, symbolise le vivre-ensemble et le démarrage pour la paix qui serve de tracé pour les années à venir et pour l'humanité.** Merci beaucoup.

9- **CL**, merci, Bernard. On a bien compris votre raisonnement. J'aimerais qu'on puisse regarder Anna Colin-Lebedev que j'ai interviewée à Paris il y a deux mois. C'est une vidéo qui va nous être projetée. Donc normalement tout doit être prêt à être projeté. Après avoir annexé la Crimée en 2014, la Russie a envahi l'Ukraine le 24 février 2022 sur ordre du président Vladimir Poutine. Comment expliquer cette déclaration de guerre ?

ACL

- En réalité, il y a une étape que l'on oublie qui est, entre l'annexion de la Crimée par la Russie et l'invasion à grande échelle de février 2022, qui est la guerre dans le Donbass, qui a duré entre 2014 et 2022... Elle était, en fait, une intervention armée et larvée de la Russie, de basse intensité, via des proxys, des agents en partie locaux et en partie russes dans les républiques séparatistes. En réalité, Moscou pensait atteindre, par la guerre dans le Donbass, son objectif de déstabilisation durable de l'Ukraine qui était l'objectif du moment. En l'occurrence, la déstabilisation durable n'a pas eu lieu, on avait plutôt affaire à une société qui s'est consolidée et que Moscou n'arrivait pas à percer et ne pouvait pas non plus y installer son ingérence.
- Nous n'avons toujours pas la réponse de l'élément déclencheur de l'agression à grande échelle, mais, me semble-t-il, c'est à la fois l'échec de cette stratégie d'ingérence et la réaction des pays occidentaux qui ont très aisément oublié la guerre dans le Donbass pendant toutes ces années, qui a permis à la Russie de se dire que, au final, une invasion ou une annexion d'un territoire souverain, ça passe, on peut donc y aller...

10- **CL**, La Russie semble se construire économiquement autour de la guerre. En 2024, son budget de la défense était de 107 milliards d'euros, soit 6% du produit intérieur brut du pays. Qu'est-ce que cette posture de la Russie signifie ?

ACL

- En réalité, 6% du PIB, c'est une hypothèse basse. Vous avez des chiffres annoncés, qui sont évalués à plus jusqu'à 8%, mais vous avez aussi toute une partie du budget de la Fédération de Russie qui est aujourd'hui secrète. Et cette partie secrète du budget, on en connaît la part puisqu'on connaît l'enveloppe totale et ce qui a été budgété, elle ne cesse d'être croissante depuis le début de l'invasion à grande échelle en 2022 et nous savons qu'il s'agit de dépenses essentiellement militaires. Cela veut dire bien évidemment que la Russie ne se projette pas dans une diminution de l'intensité de la guerre immédiatement puisqu'on est dans une enveloppe qui ne cesse de monter. Mais, me semble-t-il, cela veut dire également deux choses complémentaires. La première, c'est ce qui est abandonné, les politiques sociales, les politiques de développement du territoire, un certain nombre de facteurs de croissance qui augmenteraient le bien-être des Russes... Et l'on sait que la guerre demande des sacrifices à la population qui sont compensés par des injections financières. Je pense que le deuxième élément nous montre que par cette augmentation du budget militaire, la Russie d'aujourd'hui est prête à investir énormément d'argent, non seulement dans une conduite de la guerre à court terme, mais aussi dans une restructuration de l'économie russe qui, d'un lui permettrait de faire la guerre à long terme en investissant dans des structures militaires, et de deux garantirait la loyauté de la population, c'est très important. Aujourd'hui, les Russes partent combattre, les entreprises russes s'engagent dans l'économie de

guerre, non pas tant par patriotisme, mais parce que le gain monétaire tiré est extrêmement important.

11- **CL**, Le régime russe actuel reconnaît-il les frontières issues de la chute du mur de Berlin en 1989 et accepte-t-il la souveraineté des nations nées en Europe depuis lors ?

ACL

- Il me semble que pour la Russie, en tout cas dans la vision que développe aujourd'hui le Kremlin, ce sont les autres États qui ne reconnaissent pas les frontières telles qu'elles ont été établies internationalement. La Russie, en tout cas le président Poutine, ne cesse de déclarer à l'international que ce sont les autres pouvoirs, et notamment au ceux de l'Occident et des États-Unis d'Amérique, qui se conduisent en colonisateur, et qui, sous prétexte d'indépendance, manipulent les autres. L'Ukraine, par exemple, est toujours décrite par la Russie comme une marionnette de l'Occident et plus précisément une marionnette des États-Unis. Un acteur qui serait déjà de toute façon dépourvu de souveraineté, qui apparaît aux Russes comme étant une fiction !

- Aux yeux de la population russe cette dimension-là n'est absolument pas centrale. La population russe, elle, n'a pas manifesté de volonté d'annexer des territoires. Le territoire de la Russie est, de toute façon, déjà non seulement suffisamment grand, mais très faiblement maîtrisé et très faiblement peuplé. Il s'agit davantage d'une vision géopolitique qui est très clairement développée par Vladimir Poutine aujourd'hui. Il faut se poser la question, est-ce que cela relève d'une position généralement établie parmi les différentes strates de l'élite russe ? Est-ce que ça va se poursuivre dans l'après Vladimir Poutine ? Je dirais, aujourd'hui, que dans cette vision de forces qui s'affrontent où les frontières sont des fictions, la préoccupation du Kremlin est d'installer une zone d'influence !

- Et si cette zone d'influence ne peut pas être installée d'une manière soft, c'est-à-dire en maîtrisant complètement le pouvoir qui est mis en place, comme c'est le cas en Géorgie, par exemple aujourd'hui, Poutine est prêt à franchir ce qui était considéré comme un tabou, à savoir une violation des frontières internationales, parce qu'au final l'état russe ne croit pas que les frontières internationales comptent autant pour nous que nous le déclarons.

12- **CL**, L'historien russe Sergei Medvedev déclarait, en juillet 2022, que le but de la guerre n'est pas la victoire immédiate de l'occupation de l'Ukraine, mais la guerre en soi, prélude à une guerre mondiale permanente. Aujourd'hui, la Russie représente-t-elle une menace militaire pour l'Europe ?

ACL

- Il est certain que la Russie représente une menace militaire pour l'Europe aujourd'hui, puisqu'elle combat sur le territoire européen. Néanmoins, je suis assez mal à l'aise, en réalité, pour définir ce que serait un objectif de guerre de la Russie. J'ai quand même l'impression, pour suivre ce sujet depuis 2014, que les objectifs du pouvoir russe sont des objectifs qui ont une dimension réactive très forte, c'est-à-dire qu'on essaye quelque chose qui suit les intérêts que nous venons d'évoquer précédemment. Et si ça marche, peut-être qu'un pas plus loin est possible. Et si ça n'apparaît pas comme une ligne rouge pour ceux qu'on considère comme étant des adversaires, on fera un pas supplémentaire. Il me semble que la menace sera d'autant plus tangible qu'elle ne qu'elle ne sera pas prise au sérieux de notre côté.

- Parce que laisser faire Poutine est précisément ce qui incite la Russie à aller plus loin. La difficulté à résister et à montrer qu'il y a un certain nombre de choses qui sont inacceptables, c'est ce qui pousse également la Russie à avancer. Il est très clair qu'aujourd'hui le Kremlin est dans une redéfinition de zone d'influence et qu'il n'y a pas véritablement de tabou ni de point final à cette zone d'influence. Je dirais que si on nous disait, qu'aujourd'hui l'objectif final du Kremlin serait le contrôle de l'Europe, pas forcément l'invasion, d'être un acteur dominant en Europe, ce ne

serait pas inconcevable. Il n'est pas certain que ce soit l'objectif à court terme ou à moyen terme que la Russie se fixe. Son objectif à moyen terme dépendra en grande partie de notre réaction.

13- **CL**, Comment les Ukrainiens se projettent face à cette Russie agressive ?

ACL

- Pour les Ukrainiens, bien évidemment, à la différence de nous, la guerre a commencé en 2014. Aujourd'hui, ils ont toujours la certitude, tout comme en 2014, mais encore plus comme en 2022, de conduire une guerre existentielle. Alors, guerre existentielle, ça peut paraître un petit peu vaste, mais guerre existentielle pour les Ukrainiens, cela veut dire que s'ils arrêtent de combattre et que la Russie garde ses intentions belliqueuses à leur égard, ils sont annihilés. Ils sont annihilés, soit physiquement, pour un grand nombre d'entre eux, ils ont la certitude qu'ils ne survivraient pas si la Russie arrivait, du fait de l'effacement de tout ce qui fait l'Ukraine, comme la Russie fait aujourd'hui dans les territoires occupés, où elle efface la langue ukrainienne et emprisonne les personnes qui non seulement s'opposent à l'invasion russe mais qui cherchent à rester ukrainiens.

- Pour eux, c'est une guerre qui les menace dans leur existence même au sens le plus concret du terme et qu'ils projettent également dans un temps très long. C'est-à-dire qu'ils disent, "ma foi ce n'est pas seulement le président Poutine qui est responsable de la guerre car, pour eux, la réaction de la population russe à cette guerre conduite par leur État montre que la population est sinon complice du moins non opposée à la conduite de la guerre. Et donc, ils vont dire, même dans l'après-Poutine, la Russie restera notre ennemi tant qu'elle a ses prétentions belliqueuses à notre égard. Et donc à la fois ils se projettent dans un temps aussi long que nécessaire, Ils désirent ardemment la paix.

- Je pense que lors de mes séjours en Ukraine, lorsque j'interroge et je fais des entretiens avec différents types d'acteurs, il n'y en a pas un qui n'a pas aspiré à revivre en paix. Mais en même temps, une paix à tout prix, précisément parce que la guerre est essentielle, n'est absolument pas envisageable pour eux.

14- **CL**, je me retourne vers vous, frère Paul et vous pose un peu la même question que celle que j'ai posée à Anna-Colin Lebedef il y a deux mois. Quelle menace, quel risque la Russie fait-elle courir à l'Europe aujourd'hui ? Est-ce qu'on peut dire qu'effectivement, il y a un risque réel de guerre ou en tout cas d'invasion ou d'influence, de menace de la Russie sur l'Europe ?

FPA

- Je pense que c'est une menace existentielle. Pour l'Europe, il ne faut pas oublier que les troupes russes sont déjà venues se promener dans cette région et ce n'est pas si lointain que ça. En Alsace, on se souvient que même les Suédois sont venus brûler nos châteaux, donc il y a une possibilité réelle. Nous vivons dans le mythe de la frontière (Rhin) qui arrête le nuage de Tchernobyl et cela ne marche ni pour le nuage, ni pour les troupes... Et puis, il y a une autre menace qui est peut-être plus présente et en partie réalisée, c'est de nous amener à renoncer à ce à quoi nous croyons et à nos principes fondamentaux. Nos principes de liberté, de démocratie, de ensemble, de respect de la personne humaine !

- En voulant lutter contre la Russie, nous pouvons être tentés de renoncer, parce que les circonstances nous paraissent exceptionnelles, à tous nos droits fondamentaux, les uns après les autres, en les rognant à la marge ou en disant, oui, ça, d'accord, c'est un droit, mais, en fait, c'est juste dans la Constitution pour faire joli. Vous savez, un peu comme ces tableaux des endroits où on n'ira jamais, qui sont sur le mur de la maison, on y est très attachés mais on n'y va pas. Alors, aujourd'hui, je pense qu'il y a un risque majeur. On a un dessinateur de presse, et c'est une très bonne chose, parce que le combat n'est pas seulement militaire. Une guerre, c'est d'abord une dimension politique, ce sont des peuples qui s'affrontent ou des dirigeants qui font s'affronter leur peuple.

- Et là, c'est peut-être le cas, puisque nous avons quand même une analyste d'origine russe qui commente une situation de guerre d'origine russe. **Nous sommes appelés à parler avec les peuples, à ne pas nous laisser emporter par cette propagande qui fait son grand retour et à lutter en nous informant, en étudiant, en nous renseignant sur les réalités pour ne pas nous laisser fourguer des réalités alternatives.**

15- **CL**, on sait que lors du sommet de l'OTAN qui a eu lieu en juin dernier, il y a quelques semaines, tous les pays de l'audience atlantique ont accepté de faire ce que l'Amérique leur demandait, à savoir, augmenter leurs dépenses de défense à 5% de leur PIB. Cécile, je me tourne vers vous, comment réagissez-vous par rapport à cette décision et est-ce que ça vous paraît une bonne chose ?

CD

- Je voudrais d'abord la remettre en contexte. Les budgets militaires mondiaux, européens et d'ailleurs, ça fait une quinzaine d'années qu'ils augmentent. Et autant Barack Obama, que Trump premier mandat, que Joe Biden, Trump deuxième mandat, ont poussé pour que l'Europe prenne plus de responsabilités militaires, dans sa défense. Donc ce n'est pas quelque chose de surprenant ou de nouveau, de particulièrement lié à Donald Trump. Maintenant, je voudrais qu'on revienne sur ce chiffre, 5%, c'est pour défendre les citoyens européens. Je vais être provocatrice et dire je suis pour ! Je suis pour si l'on pose vraiment la question de ce qui nous menace, de quelles sont les meilleures stratégies, les meilleurs outils pour y faire face et qu'est-ce qui menace notre survie physique ?

- Tous les chiffres des scientifiques nous disent que la qualité de l'air, l'accès à l'eau, l'accès aux soins, la faim ou la malbouffe nous menacent énormément. Nos droits civiques et fondamentaux, la qualité de la sécurité dans l'espace public, mais aussi, et Frère Paul vient de le souligner, l'indépendance des médias, l'indépendance de la justice, nos institutions démocratiques, comment les protège-t-on ? Je trouve que c'est vraiment important et nous reprendront ces choses un petit peu plus loin.

- Et en cet esprit, il y a un outil qui est remarquable, depuis 30 ans, qui a été développé par le PNUD, qui est le **concept de sécurité humaine**, une approche holistique de la sécurité, qui n'ignore pas la sécurité militaire, on va revenir dessus, la sécurité territoriale, mais qui regarde véritablement ce qui touche les humains, ce qui les empêche de vivre, de pouvoir s'émanciper, de pouvoir s'éduquer, etc. Alors, c'est là où je trouve intéressant les propos du pape Léon. Certains s'inscrivent aussi dans les traces de ceux du pape François.

- Alors, je ne sais pas, je n'ai pas encore assez lu et puis il ne s'est pas encore dit si le pape Léon XIV suivra, finalement, les propos très radicaux du pape François sur le nucléaire ou sur la guerre juste, l'absence ou la fin de la guerre juste. Mais ce qui est sûr, c'est que ces dernières semaines et depuis qu'il est arrivé au Vatican, il a souligné à de nombreuses reprises et, parfois très urgemment, que la guerre est absolument destructrice, qu'elle est un mensonge et que le réarmement est aussi mensonge. Je le cite, c'était le 26 juin dernier, il parle de l'illusion vaine que la suprématie résout les problèmes au lieu de les alimenter, il parle de ces marchands de la mort qu'on nourrit au lieu de construire des hôpitaux et des écoles...

- Je trouve qu'il est important de souligner cette dimension mensongère, parce que très souvent, que ce soit le pape François ou le pape Léon XIV, que ce soit les pacifistes qui soulignent ces enjeux de sécurité plus généraux, on est ramené à la question de notre naïveté. Et que faites-vous vis-à-vis de Poutine ? Et c'est là où je voudrais renverser la question et demander *"Qui est naïf, en fait, ici ?"* Donald Rumsfeld, en 2003, pensait que la guerre en Irak durerait quelques semaines et coûterait 50 milliards de dollars. Dix ans plus tard, on était à des milliers, des dizaines de milliers de dollars, et ça continue à monter à cause du problème des vétérans, pour les Etats-Unis. On a pensé qu'on pouvait transformer l'Afghanistan, transformer l'Irak, on a pensé que bombarder Kadhafi résoudrait les problèmes ou qu'intervenir pour occuper le Mali solutionnerait les problèmes...

- Même Barack Obama, dans son soutien de toute la politique des drones, avec cette idée d'éradication des chefs militaires, de faire une politique légère militaire, tout cette politique (de drones) s'est retournée contre nous. On se moque de Vladimir Poutine qui pensait prendre Kiev en trois jours mais nous, qu'est-ce qu'on n'a pas fait à l'OTAN ? On a annoncé l'arrivée décisive des chars César ou des Imars ou des F-16, etc. Donc effectivement, il y a un enjeu ici où, non seulement le coût des guerres est radicalement sous-estimé mais les alternatives sont très peu discutées, notamment les alternatives non violentes, les interdits de résistance. Nous ne faisons pas de vrais diagnostics de nos erreurs, et on sait depuis la guerre du Vietnam, qu'en fait la puissance militaire ne se traduit pas en réussite politique.

- Et c'est véritablement une leçon, j'ai envie de dire, soyons réalistes, si on parle de défense, posons-nous les vraies questions, à savoir si nos stratégies de défense nous protègent, finalement ? Est-ce que le nucléaire nous protège des attaques terroristes ou d'autres types d'attaques ? On peut imaginer des outils de défense qui soient simplement défensifs. On mise énormément actuellement en Europe sur les murs, la surveillance généralisée et de plus en plus les mines parce que vous avez entendu qu'un certain nombre de pays dont l'Ukraine et les pays baltiques pensent se retirer du traité d'Ottawa sur les mines, comme la Finlande. Quelles sont toutes les ambiguïtés de ce genre d'armes de défense ? **Peut-on penser à des stratégies de défense qui touchent vraiment le fond du problème, la destruction interne de l'Europe et de nos démocraties ?**

- Est-ce qu'on peut nous former tous aux premiers secours, parce que ce sont les voisins qui sauvent les voisins dans les catastrophes, d'une part, et d'autre part à la cyber-résilience ou la cyber-prudence. Est-ce qu'on peut travailler, et là je suis d'accord, sur les défenses anti-aériennes, parce qu'on voit à quel point c'est utile, et sur des objets militaires que je pourrais soutenir. Est-ce qu'on peut penser des plans territoriaux de défense, parce que ce sont les défenses territoriales qui ont tenu l'Ukraine alors qu'elle n'était même pas armée. On a beaucoup de choses en fait à apprendre de ces peuples qui, finalement, ont résisté à d'immenses pressions militaires, je pense aux Ukrainiens, aux Palestiniens, et je me dis qu'on a beaucoup de choses à apprendre d'eux.

- Pour finir, les Ukrainiens sont un échec pour Poutine et c'est, quelque part, le réel qui vous résiste. Je pense qu'ils résistent parce qu'au fond ils savent pourquoi ils se battent, pas simplement contre quelqu'un mais pour quelque chose. Anna l'a dit, ils se battent pour leur existence, pour leur plus profonde identité. Et c'est ça qui fait tenir des communautés sous des pressions absolument incroyables. Les Palestiniens également. **La question que j'ai envie de nous poser, à nous européens, est-ce qu'on sait pourquoi on se bat ? Pas simplement contre quoi ou contre qui. Est-ce qu'on sait ce qu'on veut ?**

16- **CL**, merci, Cécile. Frère Paul, est-ce que cette question d'armement massif, de réarmement massif est une bonne chose ? Comment réagissez-vous par rapport à ça ? Et comment réagissez-vous par rapport aux propos du pape Léon XIV ?

FPA

- Vous vous souvenez de... enfin, vous n'étiez peut-être pas né, mais Staline disait *"Le Vatican, combien de divisions ?"* Alors, effectivement, l'Union soviétique n'existe plus et le Vatican est toujours là, avec ses hauts et ses bas, comme nous tous, mais il est toujours là. Je suis tout à fait d'accord avec ce qu'on vient de dire, c'est-à-dire qu'il faut choisir l'armement dont on a besoin et le réarmement n'est pas uniquement militaire. C'est-à-dire que le militaire va mettre en œuvre une stratégie de défense à partir du moment où on a des objectifs clairs.

- Quels sont nos objectifs communs déjà dans cette salle ? Est-ce que c'est que cette table ronde se termine le plus vite possible ? Est-ce que c'est d'en savoir plus, deux heures plus tard ? Est-ce que c'est de pouvoir se lever parce qu'on a mal au dos sur les chaises aussi confortables soient-elles ? **Quels sont nos objectifs communs ? Qu'est-ce qui est au centre de nos préoccupations ?** Le réarmement passe par ça. Par ailleurs, j'ai pas mal traîné dans des zones

de conflit et, déjà au début de l'an 2000, je me souviens d'une grosse société militaire privée qui avait financé le quartier général de la coalition internationale en Bosnie-Herzégovine, à Sarajevo et, à l'époque où j'y étais, ils avaient déjà fait 4 fois le retour sur investissement. Donc il ne faut pas oublier que la guerre, c'est un business pour certains et c'est quelque chose sur lequel nous pouvons agir comme citoyens.

- Est-ce que le citoyen, le contribuable, a vocation à enrichir quelques-uns, particulièrement les amis qui vous poussent à dépenser 5% et à acheter des F-35 et pas des Rafales ? Ceux qui vont vous interdire de vous en servir le jour où vous voudrez faire quelque chose qui sera différent de leurs objectifs politiques, puisqu'aujourd'hui c'est ça qui se passe. Vous avez vu un grand allié de l'Ukraine arrêter de lui fournir des missiles au moment où elle était en but à une offensive massive. L'armement ce n'est pas avoir le meilleur outil, le couteau de luxe, c'est avoir ce dont on a besoin. Et quelque chose de résilient, quelque chose qu'on peut réparer soi-même, qu'on peut entretenir soi-même, qu'on peut développer soi-même. Regardez les Ukrainiens et les drones, nous, on met 20 ans à développer un drone...

- En 2006, je me souviens qu'on nous avait présenté le prototype du drone armé, à l'IHEDN, qui s'appelait le neurone. Et un de nos camarades avait demandé à l'ingénieur général de l'armement, *"mon général, c'est un prototype, alors comment fait-on pour connecter quand on n'a qu'un seul neurone ?"*, elle n'est pas de moi ! Vous pouvez retrouver le général Yakovlev sur les réseaux sociaux et à la télé. Ce que je veux dire par là, c'est que nous ne devons pas nous dire qu'en dépensant 5 %, on réglera le problème, on peut les dépenser mal bien les dépenser. Un outil de défense, c'est d'abord savoir ce qu'on défend, que défendons-nous, où le défendons-nous et comment, comment le défendons-nous a aussi un impact sur la victoire ou sur la défaite.

- Je suis désolé, ce n'était pas un jésuite, mais le père Congar, qui a participé au Concile et a écrit pas mal de trucs pendant la Deuxième Guerre mondiale, disait que la défaite de 40 était d'abord une défaite morale. Ce n'était pas lié au nombre d'avions ou au nombre de chars mais c'était une défaite morale parce que chacun voulait son petit confort et n'était pas prêt à sacrifier quelque chose. On le voit aujourd'hui, on a une espèce de régression du sens du sacrifice au bien commun. Pour nous, chrétiens, c'est une vraie question *"Qu'est-ce que je suis prêt à donner ?"* Vous voyez qu'en Terre sainte, on a eu des bombardements assez importants et je dis en "Terre sainte" parce qu'en Israël, en Palestine, dans les territoires, à Jérusalem-Est, techniquement, juridiquement, nous sommes en territoire occupé alors que pour l'État d'Israël, nous sommes en territoire annexé, nous sommes en zone C. On peut tourner autour du pot, mais la réalité est celle-là. Quand les gens tirent, ça passe au-dessus de votre tête, qu'est-ce qu'on fait ? Qu'est-ce qu'on fait à partir de ça ? Quelle est notre solidarité ? Est-ce qu'on sera d'un côté ou de l'autre ? Voilà, la guerre n'est pas d'abord un business mais elle ne doit pas l'être. **Nous devons nous battre pour que nos impôts soient définis, soient dépensés pour ceux qui nous servent vraiment et nous devons nous souvenir que si nous ne faisons rien, c'est le meilleur moyen de perdre !**

- Vous vous souvenez de cette pub et je ne voudrais pas faire une pub pour la française des jeux, mais ils disaient que 100% des gagnants avaient tenté leur chance... On peut retourner ce slogan qui était un bon truc de publicitaire pour dire que si vous voulez gagner une guerre, il faut accepter de vous donner les moyens, de vous fixer un objectif et de vous battre.

17- **CL**, merci. J'aimerais me tourner maintenant vers Piet, notre dessinateur. On a vu quelques-uns de vos dessins, Piet, à l'écran. Peut-être en avez-vous fait plus, est-ce que vous souhaitez commenter un de vos dessins en direct ?

Piet

- Merci, bonjour tout le monde. Je m'appelle Piet, je suis dessinateur de presse et je suis le local de l'étape étant donné que j'habite à Strasbourg. J'ai réussi à vous montrer absolument presque tout ce que j'avais envie de vous montrer. Il y a encore quelques brouillons qui ne verront pas le jour, ce n'est pas grave, c'est le jeu. Je vais d'abord montrer ce que je n'ai pas eu le temps de

faire, non, ceux que je n'ai pas eu le temps de montrer, pardon. Alors, on a surtout beaucoup parlé du conflit israélo-palestinien au début, et j'ai surtout des dessins sur le conflit israélo-palestinien. Il faut savoir que je suis de culture chrétienne, je ne suis ni croyant, ni pratiquant mais j'ai quand même quelques références.

- J'ai essayé de m'en servir et de voir un peu ce qui serait passé si on avait eu Jésus, par exemple, à l'ère des réseaux sociaux, par exemple sur X ou sur Blue Sky. Qu'est-ce que ça aurait donné ? C'est une première réponse, je pense. Toujours sur le conflit israélo-palestinien, quand j'étais gamin, j'ai lu un tout petit peu la Bible et j'ai lu un peu de textes religieux. Je me souviens un peu de l'histoire de David contre Goliath. Aujourd'hui, le rapport de force a peut-être un tout petit peu changé et voilà. Là, je vais faire quelque chose qui va être extrêmement décevant pour vous, parce que vous allez me regarder dessiner d'une main pendant 5 minutes pour un résultat pas incroyable.

- Le dessinateur de presse, c'est aussi un observateur de son époque et c'est aussi un observateur de ses semblables. Pendant que vous déjeuniez sur l'herbe, je vous ai observé et quelque chose qui m'a frappé, votre code vestimentaire. Vous auriez pu me le dire, j'aurais fait un effort... Je crois que, vous comme moi aujourd'hui, on n'est pas équipé pour aller faire la guerre.

- Je vais juste mettre le texte parce que j'ai fait un dessin sur un test ophtalmologique tout à l'heure. Je ne vais pas forcément vous en imposer un deuxième. Je vais passer le texte à l'encre, est-ce qu'on a le temps ? Oui, non ? Faut conclure ? Le monsieur, dessiné, va dire *"ne voulez-vous pas essayer les chaussures bateau et vous, madame, les sandales ?"* Voilà, tout simplement.

18- **CL**, merci Piet pour ton coup de crayon et ton humour.

On arrive à la fin de cette table ronde et je voudrais, c'est la question classique, demander à chacun de nos intervenants leur mot de conclusion, leur mot ou leur phrase. Pouvoir dire en quoi croire à la paix, ce que cela suppose, ce que ça veut dire, en quoi est-ce possible ? Reprendre le thème cette table ronde **"Quels sont les obstacles à la paix et les chemins pour la faire avancer ?"** Cécile, voulez-vous commencer ?

CD

- Je commence avec un tout petit mot sur l'espérance puisqu'on n'a pas pu en parler. Je voulais juste rappeler qu'on est appelé à l'espérance et que **l'espérance se joue au présent et se joue comme une attention que l'on donne au présent** et non pas comme l'attente d'un bonheur futur. Je crois que c'est un mot qui peut vraiment nous guider et nous aider, on peut espérer en détournant notre regard des violents qui occupent déjà trop les médias et en se concentrant sur la façon dont les gens survivent au quotidien, la façon dont les gens font la paix, travaillent le dialogue et essaient de comprendre au quotidien. Et ça, c'est vraiment important. Quand j'ai vu la liste de tous les ateliers de ce congrès, ou quand je parle à mes étudiants des zones de conflit, j'espère.

- Mais pour finir, vraiment, ce que je voulais suggérer, c'est de dézoomer un petit peu de là où on est, et de se dire qu'en fait, il y a 25 ans, un peu moins de 25 ans, les Occidentaux ont lancé la guerre contre la terreur et en fait, cette guerre on l'a perdue. On l'a perdue parce qu'on n'a atteint aucun de nos objectifs politiques à l'extérieur, qu'on a déstabilisé des régions entières, qu'on a décrédibilisé la démocratie et que l'ONU était vraiment en difficulté. On l'a perdue aussi parce que fondamentalement la terreur a aussi gagné nos cœurs, nos esprits. On a peur de tout, on est manipulés, instrumentalisés par ce que j'appelle les entrepreneurs de la peur qui nous font progressivement démanteler nos droits fondamentaux au nom de notre sécurité.

- Si on regarde les 25 dernières années, qui a gagné ? Ce sont les dictateurs. Ce sont les autoritaires qui savent très bien, d'une part, utiliser la peur et, d'autre part, dénoncer comme terroriste tout opposant politique, donc on peut en faire ce qu'on veut. On patauge, parce qu'on a du mal à le reconnaître, on patauge actuellement dans une approche de la paix et de la sécurité, la sécurité comme séparation, séparation du danger, les murs, les prisons, les armes. Et puis on

ne peut imaginer la paix que comme quelque chose de stable, de calme, une espèce de retour à un passé un peu fantasmé. D'ailleurs, vous avez remarqué qu'on n'a pas beaucoup parlé de la paix, on passe du temps à parler du conflit, finalement. Et je me dis, si on reconnaît qu'on a perdu la guerre, peut-être que c'est le moment de s'engager dans ce que j'appelle la lutte.

Et de rejoindre les luttes de tas de peuples qui sont pour la survie, pour la dignité, pour la démocratie, et se dire que la sécurité, elle est fondamentalement relationnelle, je crois que ça a été souligné, et que **la paix, c'est en fait un chemin, et un chemin par lequel on tisse des liens, et des liens avec ceux qui nous font le plus peur**. Et c'est ce chemin-là qui est vraiment important pour moi. Je vous remercie.

CL, merci Cécile. Frère Paul, le mot de la fin.

FPA

- Je prolongerai ce qu'a dit Cécile. Vous souvenez-vous de la visite de Jean-Paul II en France ? Il nous a dit "*n'ayez pas peur*". N'ayez pas peur ! On l'a revu tout à l'heure, c'est toujours d'actualité. La paix est un combat. On n'a pas beaucoup parlé de la paix, c'est vrai, mais la paix n'est pas l'absence de guerre qui est la paix des cimetières. Et ce n'est pas celle-ci à laquelle on aspire, celle à laquelle on aspire est une paix de vie, une vie en plénitude. **Et pour vivre, il faut se battre**. Quand on naît, la naissance, l'accouchement, ne sont pas des parties de plaisir, lorsque l'on grandit, on commence par tomber, il y a alors des couches pour amortir le choc... Se mettre ensuite sur ses pattes puis construire une relation, un foyer, avoir des enfants, des petits-enfants, cela se fait... Je ne veux pas faire l'apologie de la douleur, mais cela demande de l'effort. C'est une fois qu'on a grimpé ce col, surmonté cette épreuve qu'on se rend compte, notre cœur n'était-il pas tout brûlant quand il était avec nous ? C'est-à-dire que combattre le bon combat, c'est un des appels que Dieu nous adresse. **Le bon combat, ce n'est pas le combat contre l'autre, créé comme moi à l'image de Dieu et à sa ressemblance, mais c'est se concentrer sur ce combat contre le mal qui est en moi et dont je suis appelé à me libérer**.

- Nous avons deux bras, deux jambes, un cerveau, un bulletin de vote, ne soyons pas des abstentionnistes de la vie, soyons des combattants de la paix !

CL, Bernard, très court.

BP

- Comment croire à la paix ? Mesdames, messieurs, il faut essayer de créer des brèches subversives et j'aimerais en énumérer quelques-unes sur le plan individuel et après faire le lien entre la dimension individuelle et la dimension collective de la recherche de la paix.

→ La première étape, c'est que ce n'est pas très glorieux au début car c'est essentiellement nourri de réalisme et de l'absence de choix. Dans le pari de Pascal, c'est bien précisé, dans le fait d'exister vous n'avez pas le choix, ce n'est pas volontaire, vous êtes embarqués. Donc je veux dire, on doit y travailler simplement par notre humanité. Cela dit, si l'on est humain, et qu'on veut aller un peu plus loin, on est bien obligé de se tenir debout. Et, tant qu'à faire, essayer de résister.

→ En résistant, c'est toute la culture européenne, et je voudrais simplement citer la figure de Dietrich Bonhoeffer dans "Résistance et soumission" dont je n'ai malheureusement pas eu le temps de parler.

→ Une troisième étape, c'est pourquoi ne pas greffer un minimum d'utopie dans notre approche des choses et des êtres, si on cherche à résister ? Car, comme disait Thomas More, un peu le père de l'utopie, la paix vaut bien que l'on s'occupe d'elle autant que la guerre. Et comme vous le savez, l'utopie, ce n'est pas la rêverie, ce n'est pas une chimère, c'est une tension créatrice entre réalisme et besoin d'avancer, une tension entre le déjà-là et le pas encore là sur lequel on doit travailler. Alors dans un contexte CVX, pourquoi ne pas greffer dans cette utopie un minimum d'espérance ? Parce que l'espérance est porteuse, elle est donneuse de sens et elle fait avancer.

- Permettez-moi à ce sujet de proposer une déclinaison particulière de l'espérance. De ce point de vue, la langue espagnole nous y invite car pour dire "je t'attends", on dit "te espero", c'est-à-dire "je t'espère" et c'est porter sur l'autre un regard différent. Toutefois, toute recherche de la paix doit se faire avec humilité et réalisme. Comme nous le rappelle Ricoeur, on ne peut enlever la part d'irréparable dans nos possessions, d'irréconciliable dans nos conflits et d'indéchiffrable dans nos destinées. Une petite remarque pour finir, je voudrais faire une liaison entre la dimension individuelle et collective et me référer au grand Augustin Dippone, comme j'ai habité Carthage, je peux me le permettre, la paix est une multitude qui doit se nourrir de choix individuels et de décisions collectives.

- Il faut nécessairement une intersection, un nourrissage, une alimentation entre les uns et les autres, entre l'individuel et le collectif. C'est ce mouvement personnel, sa prise en charge collective, qu'exprime Augustin Dupont lorsque, dans un discours sur l'inauguration d'une cathédrale, il prend la comparaison suivante et il dit *"Pour que la reconstruction d'un édifice détruit puisse fonctionner, pour que cet édifice puisse s'élever des ruines et que la communauté adhère à un même projet, c'est comme si l'on coupait du bois dans la forêt et que l'on taillait des pierres dans la montagne, il faut accepter d'être soi-même, scié, ajusté, raboté par le travail des charpentiers et des bâtisseurs."*

Augustin continue, c'est sa dimension personnelle, et précise tout autant que si ce bois et cette pierre n'étaient pas réunis selon un certain plan, la collectivité, le travail d'ensemble, s'ils ne s'entre laçaient pas de façon pacifique, s'ils ne s'appréciaient pas en quelque sorte par cet assemblage, la mise en commun des individuels, l'édifice ne tiendrait pas. Ce qui est déjà vrai pour une cathédrale, l'est bien plus encore pour la paix. Merci.

CL, merci, Bernard. Et merci d'avoir terminé avec Saint-Augustin. Un petit clin d'œil à notre pape. Merci beaucoup, je remercie très chaleureusement nos trois intervenants et notre dessinateur. Merci à vous tous.